

Après la Grève du 22/03, au Mirail et partout à la DGFIP, on continue !

Le centre des Finances Publiques du Mirail était fermé au public le 22 mars 2018, journée de grève et de manifestation pour la défense d'un service public de qualité pour tous, de nos missions et du statut général des fonctionnaires. En Haute-Garonne, cette grève a été particulièrement suivie avec 48 % de grévistes, plusieurs sites fermés. Plusieurs actions de nos collègues sont également en cours sur différents sites et services (dans tout le Comminges, plusieurs trésoreries notamment dans le Lauragais, tous les services de publicité foncière du département...).

Réunis en Assemblée Générale, nous sommes convaincus de la nécessité de poursuivre et d'amplifier la mobilisation sous toutes ses formes. Les décisions gouvernementales sont imminentes pour l'avenir de notre administration ! Nous pensons que la dynamique de nos actions doit s'établir désormais à l'ensemble de la fonction publique et qu'il est donc nécessaire de faire converger les combats de tous les services publics et de communiquer vers les citoyens usagers sur les conséquences néfastes des projets gouvernementaux.

Au cas particulier, au sein de notre administration des finances publiques, les enjeux des mobilisations concernent l'ensemble des citoyens qui doivent avoir accès à un service public dont les valeurs (gratuité du service, égalité de traitement, neutralité, respect de l'intérêt général) sont protégées par des fonctionnaires à l'abri des pressions grâce à leur statut. Les projets en cours et à venir ne vont pas dans ce sens :

- L'industrialisation des missions, conséquence directe des restructurations (fusions de services, départementalisation ou bien régionalisation de missions) et des suppressions d'emplois rendent plus difficile l'accès des citoyens aux services ;
- La dématérialisation forcée des échanges entre usagers et administration imposée par le gouvernement met à mal l'accompagnement des usagers tant particuliers que professionnels, souvent ceux en difficulté ;
- L'abandon de missions fiscales et de gestion publique au profit du privé conduira à des reculs pour les populations les plus fragiles et non accompagnées ;
- Les menaces de rendre le service public payant se précisent (initiative de la Poste pour facturer 50€ « l'aide » à la télédéclaration, plateforme téléphonique privée et payante pour les renseignements sur le PAS...) et sont inacceptables ;
- Les suppressions d'emplois dans nos services accentuent la dégradation du traitement des demandes des usagers et des conditions de travail des personnels.

**Jeudi 5 avril, les agents du Mirail se réuniront
devant le Centre des Finances Publiques à 11h30
pour sensibiliser les usagers à ces revendications.
Une conférence de presse de l'intersyndicale DRFiP31
se tiendra à 11h50**

pour exposer la mobilisation en cours dans notre administration.

A cette occasion, nous invitons les diverses administrations et services publics présents sur le quartier du Mirail à venir nous rencontrer à 12h00, ce jeudi 05/04 (centre des Finances Publiques, Place Edouard Bouillères) pour discuter et construire un mouvement unitaire pour la défense des services publics dans un quartier populaire sur les revendications communes et propres à chaque secteur.